

9 février 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la sûreté et pérennité de la filière nucléaire, à Fessenheim (Haut-Rhin le 9 février 2012).

Mesdames et Messieurs,

Si j'ai souhaité venir aujourd'hui à la centrale de Fessenheim c'est d'abord pour rendre hommage à votre travail.

Chaque jour, vous tous, ingénieurs, techniciens, ouvriers, que vous soyez employés par EDF ou par ses partenaires industriels, vous contribuez à fournir à la France l'électricité dont nos concitoyens ont besoin pour vivre, pour s'éclairer, pour se chauffer. En ces journées de froid extrême, je peux vous dire que les Français vous savent gré de votre travail et de la mobilisation dont vous faites preuve.

Vous produisez l'électricité dont nos entreprises ont besoin pour créer, pour se développer, pour produire.

Chaque jour, ici, à Fessenheim, vous garantissez une électricité sûre et une électricité à bon marché.

Si je suis venu à Fessenheim, c'est pour constater sur le terrain les investissements considérables qui ont d'ores et déjà été réalisés afin de permettre à cette centrale de continuer à produire de l'électricité au service des Français.

C'est aussi pour vous dire ma détermination à renforcer la sûreté, dont la garantie est indissociable du choix du nucléaire.

C'est pour réaffirmer devant vous ma confiance dans notre parc de centrales nucléaires, grâce à votre compétence et à votre engagement.

Un débat politique s'est engagé dans notre pays sur la pertinence du choix de l'énergie nucléaire. Il est de mon devoir, de défendre la place de l'énergie nucléaire dans notre politique énergétique. Ce choix du nucléaire a été fait par tous mes prédécesseurs depuis le général de GAULLE.

S'en écarter, c'est mettre en danger grave l'ensemble de cet édifice.

S'en écarter, s'écarter du nucléaire, c'est mettre en péril les résultats exceptionnels de la France en matière de réduction des émissions de CO2.

Le débat sur le nucléaire est essentiel pour l'avenir de notre pays, il vous touche directement.

Les deux réacteurs de Fessenheim figurent au premier rang de la liste des 24 réacteurs que certains souhaiteraient fermer autoritairement au détriment de l'emploi dans la filière nucléaire, au détriment de la compétitivité de notre industrie, au détriment de notre indépendance énergétique. Je n'accepterai jamais la fermeture de la centrale de Fessenheim pour des raisons politiciennes, pour des calculs politiques, qui n'ont rien à voir ni avec l'énergie, ni avec la sûreté. Je vous le dis avec la même force, s'il y avait le moindre doute sur la sûreté de la centrale, si les autorités indépendantes avaient pointé la moindre faiblesse sur la centrale, je n'aurais pas hésité une seconde à demander à EDF de fermer Fessenheim. Les autorités indépendantes, à la fois sur la visite décennale mais aussi sur la visite post-Fukushima, ont déclaré que le réacteur N°1 était parfaitement sûr. Vouloir fermer Fessenheim, c'est un scandale, parce que c'est sacrifier l'emploi qui est le vôtre à des arrière-pensées politiciennes qui ne devraient pas être évoquées, s'agissant de l'avenir de la politique énergétique de la France.

La France a toujours placé l'exigence absolue du plus haut niveau de sûreté au premier rang des priorités du développement de l'énergie nucléaire.

Sur la sûreté, aucun compromis n'est possible. Mais je demande à ceux qui nous observent, aux

sur la sûreté, aucun compromis n'est possible. Mais je demande à ceux qui nous observent, aux médias qui sont ici, de réfléchir. S'il y avait le moindre doute sur la sûreté de nos centrales, croyez-vous que ceux qui travaillent dans ces centrales, dont les familles vivent à côté des centrales, seraient tellement attachés aux centrales, s'ils pensaient qu'elles n'étaient pas sûres ? Les premiers à être concernés par la sûreté d'une centrale sont les salariés qui y travaillent. Pour garantir la sûreté de son parc nucléaire, la France a mis en place une organisation qui est une référence au niveau mondial et qui repose sur quelques principes simples : responsabilité des exploitants, indépendance et transparence de l'organisme de contrôle, excellence de l'expertise technique.

La responsabilité de la sûreté relève d'abord des exploitants. Je sais que tous les jours, ici à Fessenheim comme dans chaque centrale nucléaire sur notre territoire, la sûreté est au cur de votre travail et de vos préoccupations.

La sûreté relève d'un organisme de contrôle à la fois indépendant et transparent, l'Autorité de Sûreté Nucléaire. Le parlement a voté en 2006 la loi sur la transparence et la sûreté nucléaire, le gouvernement de M. JOSPIN n'avait pas pu faire aboutir cette loi. Cette loi a érigé l'ASN en autorité administrative indépendante. Cela veut dire qu'elle travaille en dehors des interférences politiques. Elle prend ses décisions de manière collégiale en s'appuyant sur une expertise technique et scientifique reconnue dans le monde entier. Les résultats de ses contrôles et ses décisions sont publics et peuvent être consultés par l'ensemble des Français.

L'ASN peut à tout moment arrêter un réacteur si elle estime que sa sûreté est en cause. L'ASN, je le dis à mes compatriotes, réalise chaque année 700 inspections dans les installations nucléaires françaises, 700, pour contrôler la conformité des installations et prescrire des mesures pour améliorer leur sûreté.

En plus de ce contrôle continu, chaque réacteur sur le territoire de la France fait l'objet, tous les dix ans, d'un réexamen complet de sa sûreté. C'est ce que vous vivez en ce moment à Fessenheim. C'est l'autorité ASN, et elle seule, qui a le pouvoir de statuer sur la prolongation de l'exploitation d'un réacteur pendant une période supplémentaire de dix ans. A Fessenheim, l'autorisation pour que le réacteur 1 puisse fonctionner 10 ans de plus a été délivrée il y a 6 mois, et vous êtes dans l'attente de la décision de l'ASN pour ce qui concerne le second réacteur.

J'ai voulu aujourd'hui constater concrètement sur le terrain, en visitant la centrale, les investissements massifs qui ont été réalisés à Fessenheim. Ces 5 dernières années, 600 millions d'euros ont été investis pour améliorer la sûreté de votre centrale.

L'ensemble des générateurs de vapeur ont été remplacés, les installations ont été renforcées pour faire face au risque sismique et au risque d'inondation.

Parmi les prescriptions édictées par l'ASN à l'issue du dernier réexamen, le renforcement du radier du réacteur n°1. Ce renforcement, chère Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, cher Eric BESSON, sera réalisé avant le 30 juin 2013, ce qui représente un investissement de 15 millions d'euros. C'est vous dire à quel point nous croyons dans l'avenir de Fessenheim.

Le respect du plus haut niveau de sûreté exige également que nous soyons capables de nous adapter aux nouveaux facteurs de risque quand ils sont identifiés. C'est la raison pour laquelle, dans les jours qui ont suivi l'accident de Fukushima, j'ai demandé à l'ASN de réaliser une évaluation spécifique pour tirer les conséquences de cet accident s'agissant du parc nucléaire français. A Fessenheim, comme dans toutes les centrales, non seulement vous avez eu l'analyse décennale, réacteur par réacteur, mais en plus, vous avez eu l'inspection post-Fukushima.

Nous avons été le premier pays dans le monde à le faire. Nous avons défini un cahier des charges extrêmement large, en incluant dans cet audit toutes les installations nucléaires (et pas seulement les centrales), ainsi que les facteurs humains, sociaux et organisationnels (notamment pour tenir compte de la sous-traitance).

À l'issue de ces évaluations complémentaires, l'ASN a rendu le 3 janvier dernier un avis de sûreté. Cet avis est absolument fondamental.

L'ASN parle, l'ASN dit : « les centrales du parc nucléaire français présentent un niveau de sûreté permettant de continuer à les exploiter. » Toutes, sans exception, y compris Fessenheim. Toutes les centrales sont sûres.

Voilà ce que dit l'Autorité de Sûreté française indépendante reposant sur une expertise technique reconnue mondialement.

L'ASN a parallèlement considéré qu'il fallait augmenter, au-delà des marges de sûreté déjà en vigueur, la robustesse des installations face à des situations extrêmes. Ce qui va nous permettre de mettre en place un générateur diesel de secours, ce qui va nous permettre d'identifier une source alternative d'alimentation en eau de refroidissement, ce qui va nous permettre de créer une « force d'action rapide du nucléaire », c'est-à-dire des équipes et du matériel spécialisés pouvant intervenir en moins de 24h, en complément de tout ce qui existe déjà.

Pour l'ensemble du parc nucléaire français, ces travaux de renforcement de la sûreté représenteront un investissement d'une dizaine de milliards d'euros, dont la moitié est d'ores et déjà intégrée, c'est 5 milliards dans le programme d'investissements d'EDF. J'ai demandé aux ministres chargés de la sûreté nucléaire d'établir pour le mois de septembre prochain un rapport sur la mise en œuvre complète, absolument intégrale, des prescriptions de l'ASN.

Je suivrai intégralement les recommandations de l'ASN. Je veux être franc avec vous : s'il fallait fermer une centrale parce que sa sûreté est en cause, je n'hésiterais pas une minute à le faire, et ce quelles qu'en soient les conséquences financières pour l'exploitant.

Mais, sans préjuger des conclusions à venir s'agissant du réacteur n°2 de Fessenheim, aucun, je dis bien aucun, des audits successifs réalisés ici par l'ASN ne recommandent de fermer cette centrale.

Je trouve totalement irresponsable que l'on veuille fermer une centrale si importante pour l'Alsace, Monsieur le Président RICHERT, priver des centaines d'ouvriers de leur emploi, tout simplement pour aller glaner sur le tapis vert quelques voix que l'on ne peut pas glaner sinon. Je voudrais vous le dire, c'est irresponsable et c'est profondément choquant.

Il est insensé de décider a priori, a priori, sans expertise technique, de fermer arbitrairement 24 réacteurs, et en premier lieu les deux réacteurs de la centrale de Fessenheim.

Cette centrale ne fermera pas, parce que si l'on doit fermer une centrale, c'est pour des raisons de sûreté, pas au seul motif de l'idéologie ou de la transaction politique. Ce serait profondément contraire à l'intérêt de la France !

Mesdames et Messieurs, la politique énergétique engage l'avenir de notre pays.

Depuis 60 ans, la France s'est donné les moyens de son indépendance pour son approvisionnement en électricité, à travers le développement de l'énergie hydraulique puis le développement de l'énergie nucléaire.

Les grands partis politiques avaient bâti un consensus autour du développement de cette énergie. Le général de GAULLE en a défini les fondements de l'organisation scientifique et de l'organisation industrielle.

Georges POMPIDOU, Valéry GISCARD D'ESTAING ont défini le programme de construction du parc actuel. Et le programme de construction du parc actuel a été mis en œuvre pour plus des deux tiers sous les mandats de François MITTERRAND.

Je suis surpris que ceux qui se réclament de son héritage viennent aujourd'hui, si légèrement, le remettre en cause.

Naturellement, aucune politique n'est intangible, et tous les débats politiques sont légitimes.

L'immobilisme serait synonyme de déclin.

Mais pour ma part je souhaite changer les politiques qui ne marchent pas et non remettre en cause les politiques qui fonctionnent.

Avec la réalisation du parc électronucléaire, nos prédécesseurs nous ont légué un patrimoine qui est un atout de compétitivité pour notre pays, qui nous permet d'être indépendants.

Ce parc nous permet d'avoir une électricité deux fois moins chère qu'en Allemagne pour les consommateurs et 33% moins chère pour les entreprises. Pourquoi, devrais-je brader ce que nous avons reçu ? Ce parc permet à notre pays de s'affranchir des ressources fossiles rares et émettrices de CO2 dans la production électrique. Notre parc n'en dépend qu'à hauteur de 9%, contre 60% en Allemagne. L'Allemagne émet chaque année, écoutez le chiffre : 300 millions de tonnes de CO2 pour la production d'électricité. La France émet chaque année 30 millions de

tonnes. 300 d'un côté de la frontière, 30 de l'autre et nous devrions renoncer au parc nucléaire qui nous permet cela ?

Pourquoi vouloir remettre en cause ce qui est un avantage pour notre pays, un atout sur le plan économique et un atout sur le plan environnemental ?

Les raisons qui ont présidé à la construction de notre parc nucléaire, à savoir la nécessité de réduire nos importations de ressources fossiles, ces raisons ne seraient-elles plus d'actualité ? A-t-on trouvé du pétrole et du gaz en Alsace ? L'information n'est pas venue jusque sur mon bureau ! Dispose-t-on aujourd'hui de moyens de production qui pourraient se substituer à notre parc actuel au cours des prochaines années ?

À quels coûts ? Et avec quelles conséquences ?

La Cour des Comptes, parfaitement indépendante, a mené, à la demande du gouvernement, un travail remarquable pour évaluer et mesurer de manière exhaustive les coûts de la filière électronucléaire.

La Cour des Comptes a confirmé que l'ensemble des charges à long terme étaient effectivement prises en compte par les opérateurs, qu'il n'y avait pas de « coûts cachés » comme le disaient certains prétendus écologistes. Des coûts cachés de l'énergie nucléaire, cela n'existe pas. La Cour des Comptes a fait litige de cet argument de mauvaise foi.

Il existe des incertitudes sur le montant de certaines charges à long terme. Mais la Cour a reconnu que ces incertitudes auront un impact limité sur le coût de production de l'énergie nucléaire.

Ainsi, si l'on devait retenir l'évaluation la plus élevée des coûts du stockage des déchets nucléaires, l'augmentation du coût de production, par rapport à ce qui est actuellement comptabilisé, serait de 1 %, - 1 % !-

J'ai demandé au ministre de l'Energie de continuer l'évaluation des devis de démantèlement et d'établir avant la fin de l'année le devis définitif du centre de stockage des déchets. Ceci permettra progressivement de réduire les incertitudes.

J'ajoute que ces charges à long terme, qu'il s'agisse du démantèlement des centrales, de la gestion des déchets radioactifs, correspondent à des investissements qui doivent être réalisés en toute hypothèse, quelles que soient les décisions qui sont prises sur la durée de vie des centrales. Leurs montants ne peuvent donc être retenus pour privilégier un arrêt anticipé des réacteurs. Au contraire, nous avons intérêt à amortir ces coûts fixes sur des durées d'exploitation raisonnables. Enfin, la Cour a pleinement confirmé l'évaluation des dépenses d'exploitation du parc actuel, et examiné les projections d'investissements pour le futur.

EDF a prévu un programme de 55 milliards d'euros d'investissements sur l'ensemble de son parc, Monsieur le Président PROGLIO, au cours des 15 prochaines années, afin de moderniser le parc et d'améliorer sa sûreté.

Il en résultera une augmentation du niveau d'investissement annuel, pour EDF, qui passera de 1,7 milliard d'euros à 3,7 milliards d'euros.

En prenant en compte l'ensemble de ces investissements futurs, le coût de fonctionnement d'une centrale comme Fessenheim est évalué à 33 euros par mégawatt-heure. Eh bien, je l'affirme et je mets au défi quiconque de contester ces chiffres : aucune, je dis bien, aucune énergie de substitution ne permet aujourd'hui, et ne permettra dans les prochaines décennies, de produire de l'électricité à meilleur coût que la centrale de Fessenheim.

Pour compenser la fermeture des deux réacteurs comme ceux de Fessenheim, qui représentent aujourd'hui 70% de l'électricité consommée en Alsace, Monsieur le Président RICHERT, il faudrait déboursier 400 millions d'euros supplémentaires pour acheter sur le marché européen l'électricité que nous ne serions plus capables de produire. 400 millions d'euros pour financer un accord politicien dans le dos des travailleurs de la filière nucléaire.

Ce surcoût monterait, tenez-vous bien, à 700 millions d'euros par an si l'électricité de substitution -- si on fermait Fessenheim - était d'origine éolienne. Et pour avoir l'équivalent des deux réacteurs de Fessenheim, tenez-vous bien, il faudrait couvrir l'Alsace de 2 500 éoliennes. 700 millions d'euros dépensés en pure perte, plus 2 500 éoliennes dans votre paysage. Voilà ce qu'il en coûterait de fermer Fessenheim, rien pour que vous puissiez continuer à avoir de l'électricité en

couterait de fermer Fessenheim, rien pour que vous puissiez continuer à avoir de l'électricité en Alsace.

Si l'on devait remplacer la centrale de Fessenheim par une centrale à gaz -- j'ai voulu étudier toutes les formules -, ce sont 500 millions d'euros d'importations de gaz par an qui seraient nécessaires, un demi-milliard d'euro, qui viendrait dégrader notre balance commerciale -- comme si elle en avait besoin - et accroître notre dépendance au gaz et au pétrole.

La fermeture des réacteurs de Fessenheim, c'est la suppression de l'emploi pour 1 000 personnes, les agents d'EDF et les prestataires! Les conséquences sont dramatiques pour une région.

Que préférer, donner du travail à notre industrie en investissant dans notre parc de production ou acheter chaque année du gaz à l'étranger ? Elle est belle l'alternative. On irait faire un chèque pour acheter un demi-milliard d'euros de gaz et, naturellement, les 1 000 emplois supprimés, ici, viendraient augmenter les effectifs à Pôle emploi qui n'en a vraiment pas besoin, compte tenu de la crise et du chômage que nous connaissons.

Si vous étendez, mes chers compatriotes, ce raisonnement, valable pour les deux seuls réacteurs de Fessenheim, aux 24 tranches dont certains envisagent la fermeture, vous mesurez les effets catastrophiques d'une telle décision.

Ce sont alors 10 milliards d'euros de coûts annuels qui seraient infligés à l'économie française. Ce sont de 100 000 à 150 000 emplois qui seraient détruits du fait du renchérissement du coût de l'électricité qui abaisserait la compétitivité de nos entreprises en France, qui ont besoin d'une électricité à bon marché pour être compétitives.

C'est notre balance commerciale qui serait dégradée de 5 à 8 milliards d'euros par an du fait des importations de combustibles fossiles.

C'est notre indépendance énergétique qui serait mise à mal.

Et c'est toute la filière nucléaire de 240 000 emplois directs et indirects qui serait fragilisée.

J'ajoute qu'on s'amuserait alors pour convaincre les autres d'acheter des centrales nucléaires que nous fabriquons et que nous fermerions ici.

Je souhaite bon courage à tous ceux qui partiront en Inde et en Chine pour proposer nos centrales nucléaires avec le bel exemple de la fermeture des mêmes centrales en France. C'est-à-dire que cela ne serait pas bon pour la France, mais cela serait bon pour la Chine ou pour l'Inde. Mesdames et Messieurs, ce serait un choix catastrophique.

La politique énergétique que nous mettons en œuvre est tout autre. Concernant le parc actuel, nous allons améliorer sa sûreté, nous prolongerons sa durée de vie. C'est la solution qu'ont d'ailleurs retenue tous les pays qui sont dotés de centrales du même type que les nôtres.

J'ajoute que quand on dit que Fessenheim est la plus ancienne, oui, elle a été ouverte en 1977, mais Fessenheim est bien plus jeune que les centrales qui sont en Suisse ou que les centrales qui sont aux États-Unis.

L'âge moyen des réacteurs français est 26 ans, il est de 35 ans pour le parc de réacteurs américains. Et dans ce pays, l'Amérique, la moitié des 104 réacteurs du parc a déjà reçu l'autorisation de fonctionner jusqu'à 60 ans. EDF étudie avec l'ASN les conditions d'une prolongation de nos centrales au-delà de 40 ans.

Ces investissements de prolongation engendrent en outre une charge de travail importante dans l'ensemble de la filière nucléaire française. Lorsque, cette année, vous avez remplacé les trois générateurs de vapeur du réacteur n°2, à Fessenheim, c'est autant de travail qui a été confié aux ouvriers de l'usine AREVA de Saint-Marcel. Cette année, c'est une commande de 1,1 milliard d'euros pour la fourniture de 32 générateurs de vapeur qui a été passée par EDF auprès d'AREVA.

Il s'agit pour nous de permettre, aux côtés de l'énergie nucléaire, le développement des énergies renouvelables.

Le Royaume-Uni a engagé un processus d'achat de réacteurs de troisième génération. 16 pays européens font les mêmes choix que nous. Nous n'investissons pas seulement dans la filière nucléaire, nous investissons dans l'ensemble des énergies, y compris les énergies renouvelables. Un euro pour le développement de l'énergie nucléaire, un euro pour le développement des

énergies renouvelables.

Pour le nucléaire, il y aura la quatrième génération ASTRID, il y aura le réacteur de recherche JULES HOROWITZ, mais notre bouquet énergétique, notre priorité, c'est la réduction des énergies fossiles. C'est extrêmement important. Nous agissons sur trois leviers : la filière nucléaire, j'en ai parlé, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique. Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET a coutume de dire, à juste titre, que la source d'énergie la meilleure, c'est l'économie d'énergie. Nous avons fait porter un effort considérable sur le logement qui représente 43% de notre consommation nationale d'énergie.

Pour les énergies renouvelables, nous avons lancé un appel d'offre de 3 000 mégawatts de capacité éolienne offshore qui seront annoncés dans les prochains mois. Nous faisons des efforts considérables pour la biomasse, pour le biogaz.

Le rythme de développement des énergies renouvelables doit être soutenable. Parce que les Français doivent savoir que chaque fois que l'on fait un effort pour les énergies renouvelable, on accroît le coût de l'électricité, car l'éolien, le photovoltaïque, l'ensemble des énergies renouvelables, c'est plus cher que le nucléaire. J'aurai d'ailleurs l'occasion la semaine prochaine de me rendre avec les ministres chez Photowatt, parce que grâce à EDF, nous présenterons pour les salariés de Photowatt une formule de reprise industrielle.

En résumé, mes chers compatriotes, la France ne fait pas le choix du tout nucléaire. La France fait le choix du nucléaire, parce que nous avons une avance considérable. Nous ne fermerons pas nos réacteurs, nous travaillons sur la troisième génération, et déjà sur la quatrième génération. En même temps, nous disons aux Français : « faites des économies d'énergie, notamment pour vos logements. » C'est tous les systèmes des prêts à taux zéro pour permettre que l'on consomme moins d'énergie dans nos logements.

Enfin nous développons les énergies renouvelables mais à un rythme soutenable. Si demain le prix de l'électricité devait doubler en France, que dirait-on sur le pouvoir d'achat ? Et que dirait-on pour la compétitivité de nos entreprises ?

Alors je le dis aux ouvriers et aux salariés de cette centrale, franchement j'aurais préféré ne pas venir pour tenir ce discours, parce que cela aurait prouvé que vous n'étiez pas menacés. Mais j'imagine ce que serait mon état d'esprit si moi-même j'étais salarié de Fessenheim, cela fait un an que j'entends des gens, que je ne connais pas, parler de mon travail, de mon avenir, se faire des promesses sur ce qui permet de faire vivre ma famille, annoncer la fermeture, sans même avoir le courage de venir rencontrer les ouvriers pour leur dire « voilà pourquoi je vais vous fermer ».

Et j'imagine pour vous, je l'imagine très bien, quels que soient par ailleurs vos engagements, vos sensibilités, le sentiment qui peut être le vôtre : est-ce qu'ils ne se moquent pas de nous ? Est-ce qu'ils savent comment cela se passe sur le terrain ? Est-ce qu'ils se rendent compte que pour nous, c'est notre emploi, c'est notre gagne-pain, c'est notre salaire ? Est-ce qu'ils savent que nous, on a fait le choix de la filière électronucléaire, parce qu'on pense que c'est un choix d'avenir ? Est-ce qu'ils se rendent compte que, dans le monde entier, on nous envie cette filière ? Pourquoi veut-on nous sacrifier ? Sur l'autel de qui ? Sur l'autel de quoi ? Est-ce que l'on croit vraiment que l'on va rétablir la confiance des Français dans la parole publique avec un comportement de cette nature ?

Que nous ayons des différences, c'est normal, c'est la démocratie. Mais n'y a-t-il pas suffisamment de choses qui vont mal en France pour débattre des choses qui vont mal et qu'on doit améliorer, plutôt que pour détruire les choses qui vont bien et qu'on ne doit pas toucher ? La politique nucléaire de la France, c'est un atout de la France. On ne doit pas y toucher.

Je vous remercie.